

Je répète ce que j'ai dit plus tôt: c'est précisément ce que nous avons fait au moment du budget. Nous aurions pu faire comme les libéraux et emprunter, trouver de l'argent ailleurs, dépenser ce que nous n'avons pas.

Nous demandons à nos employés non pas d'accepter ce que j'appelle une offre raisonnable, mais d'accepter une solution raisonnable à une conjoncture difficile. Il faut qu'ils regardent les choses en face. Lorsque nous parlons de comparaisons, nous ne leur demandons pas de se réjouir parce qu'ils ont un emploi pas toujours très bien payé, comme l'a bien dit le député, mais au moins parce qu'ils en ont un.

Durant les consultations qui ont précédé le budget, s'il est un message qui est revenu constamment, c'est que le gouvernement dépense trop. À vrai dire, nous aurons un déficit de 30 milliards de dollars cette année. Il fallait donc que notre détermination à agir ne fasse aucun doute. Comme je l'ai dit plus tôt, nous avons pris tout un éventail de mesures, dont une a trait aux salaires.

Nous ne demandons pas aux membres de la fonction publique de porter tout le poids du déficit sur leurs épaules, mais de contribuer à le réduire, comme tous les autres le font.

[Français]

Il a dit que nous avons attaché les mains de notre négociateur et que jamais nous n'allions bouger du 0-3. Bien, je crois que la position du gouvernement a été établie de manière très claire au moment du Budget, effectivement que le gouvernement allait proposer un cheminement vers un taux d'inflation beaucoup plus bas et qu'une des mesures centrales pour envoyer ce message c'était de geler les salaires cette année, la masse salariale, et d'avoir des augmentations de 3 p. 100 au cours des deux années suivantes. Et c'est ce que nous avons fait, et nous l'avons fait afin de donner un message, une invitation, à la fois à l'industrie et aux autres gouvernements, d'être très prudents pour ne pas que nous rations le démarrage qui s'effectue présentement après une récession très dure. Et nous avons bien fait, puisque dans les semaines qui ont suivi, une province après l'autre a adopté notre approche, à la différence que la plupart ont décidé de légiférer à ce moment-là 0 p. 100. Dans certains cas, ils ont légiféré 0 p. 100 pour deux années d'affilée.

Nous avons dit: Nous avons quand même certaines marges. Elles ne sont pas énormes, mais nous allons tenter à l'intérieur de ces marges de faire quelques progrès et plutôt que de légiférer, nous allons aller à la négociation. Nous avons à ce moment-là entendu les déclarations vitupérantes du président de l'Alliance, qui a dit qu'il s'engageait dans un grand débat politique. Nous avons tenté pendant des journées et des journées, des semaines et des mois de négociations de revenir à des

choses plus sérieuses, sans succès. Nous avons, jeudi de cette semaine, à 19 heures, mis sur la table de nouvelles propositions, indiqué de nouvelles flexibilités et nos offres n'ont même pas été considérées et la réponse a été le déclenchement de la grève.

Le député a indiqué qu'il faudrait éviter de faire croire que les membres de la Fonction publique, les employés de la Fonction publique font trop d'argent. Je suis tout à fait d'accord avec lui. Loin de moi l'idée de prétendre que les échelles de salaires attribuées dans la Fonction publique sont tout à fait hors de proportion avec le secteur privé. Je lui demanderais quand même de réfléchir à ce que dit Daryl Bean. Quand quelqu'un doit s'en aller dans l'industrie privée, il demande presque un an de plus. Est-ce que par hasard ce serait parce qu'on est mieux ici que dans l'entreprise privée? Et ce sont de toute façon toujours les mêmes Canadiens qui ont les difficultés que vous connaissez, qui doivent payer les taxes.

Alors, nous avons dû envoyer un message très sérieux que nous étions déterminés à nous attaquer au problème et c'est ce que nous avons fait, madame la Présidente.

La présidente: Y a-t-il d'autres orateurs sur l'article no 2?

[Traduction]

M. Bill Attewell (Markham—Whitchurch—Stouffville): Je voudrais dire pour commencer que l'offre du gouvernement de 0, 3 et 3 p. 100 est équitable quand on considère tous les facteurs. Cette offre a été faite dans le budget présenté par Michael Wilson en février dernier.

Mais les Daryl Bean, les Bob White, les Shirley Carr du Canada ont fait preuve de peu de jugement en refusant l'offre du gouvernement et en imposant une grève. Les contribuables du Canada sont furieux de la décision du syndicat.

Le moment est venu que les chefs syndicalistes enlèvent leurs oeillères et prennent des décisions qui soient bénéfiques pour le pays. Le moment est venu que les gouvernements, la direction et les syndicats partagent des buts communs au sujet de l'avenir économique de notre pays. Ce n'est pas le moment que les syndicats profèrent de stridentes menaces militantes.

Le moment est venu pour les chefs syndicalistes de comprendre les réalités du monde dans lequel nous vivons. Personne n'aime proposer une augmentation de salaire de 0 p. 100. Pourtant, comme nous sommes le plus important employeur du Canada, nous devons montrer l'exemple.

Le coût total des salaires est pour le gouvernement d'environ 10 milliards de dollars. Les avantages sociaux s'élèvent à 28 p. 100, soit à 2,8 milliards de dollars. Le total des salaires et des avantages est donc de 12,8 mil-